Table des matières

Actualité politique allemande 3
Climat 3
Le gouvernement fédéral confirme que l'Allemagne n'atteindra pas ses objectifs de réduction des émissions des gaz à effet de serre en 2020 3
Résultats du séminaire ministériel franco-allemand de Meseberg 3
Tarification plancher du CO_2 3
Energie 3
Reconversion réussie d'une mine de charbon de la Ruhr 3
Allemagne: RWE et Vattenfall indemnisés pour la sortie du nucléaire 4
Virage politique et pragmatisme à la tête de la Fédération des entreprises allemandes de l'énergie et de l'eau (BDEW) 4
Prévue au contrat de coalition et enfin constituée la commission « charbon » devra rendre ses conclusions d'ici la fin de l'année 4
Les ambitions à la hausse des institutions européennes pour le « *Clean energy package* » rejetées par l'Allemagne 5
E.on achève la vente d'Uniper à Fortum 5
EnBW (Energie Baden-Württemberg AG) 5
Industrie/entreprises 6
Chiffres clés sur les entreprises allemandes actives à l'étranger 6
Les dix informations clés des investissements allemands en France en 2017 6
Fusion des groupes de gaz industriels Linde et Praxair 7
Création d'une coentreprise du secteur de l'acier entre Thyssenkrupp et Tata Steel en Europe 7
Siemens devrait fournir 94 rames nouvelle génération au métro londonien 7
Le BDI précise ses souhaits en matière de réduction de la fiscalité 7
BREXIT : Prises de positions des entreprises allemandes 8
Commerce/Etats-Unis 8
Négociations syndicales autour du rachat d'Opel par PSA 8
Daimler va produire sa Mercedes EQ dans son usine Smart en Lorraine 9
Etude ELAB : l'électromobilité pourrait réduire le nombre d'emplois par deux en Allemagne 9

La Commission européenne ouvre une enquête approfondie sur le projet d'acquisition de l'activité nylon de Solvay par BASF 9
Explosion du marché des Dashcams attendue en Allemagne 9
Faillite de P&R, société d'investissement dans les containers 10
Le fabricant chinois de batteries CATL devrait construire une usine en Thuringe 10
Transports et infrastructures 10
Routier 10
Affaire diesel : Daimler devra rappeler de nombreux véhicules 10
Affaire diesel : mise en détention provisoire du PDG d'Audi 10
Affaire diesel : VW paye une amende d'1 Md€ en Allemagne 10
Hambourg est la 1ère ville à prononcer des interdictions de circuler pour les véhicules diesel 10
Entrée en vigueur des nouveaux péages poids lourds au 1er juillet 11
Nationalisation temporaire de la société de péages Toll Collect 11
Aviation 11
En Allemagne, le train ne constitue toujours pas une alternative convaincante à l'avion 11
Airbus ouvre une nouvelle chaîne de montage à Hambourg 11
Lancement de la construction d'un second terminal pour l'aéroport BER 11
Ferroviaire 11
Investissements records dans l'infrastructure pour la Deutsche Bahn en 2018 11
Forte augmentation des pannes et retards à la Deutsche Bahn en 2017 12
Le Ministre fédéral des transports annonce l' « Alliance pour le futur du rail » 12
Sigmar Gabriel devrait siéger au conseil de surveillance d'Alstom-Siemens 12
Flixtrain élargit son offre ferroviaire 12
Environnement 12
La Commission européenne poursuit devant la Cour de justice de l'UE l'Allemagne et cinq autres Etats membres pour la mauvaise qualité de l'air dans les villes 12
Infrastructures et immobilier 12
L'allocation familiale de construction, mise en œuvre dès août, ne fait pas l'unanimité 12
Le *Senat* (gouvernement/mairie) de Berlin propose de réviser la loi sur l'encadrement des loyers 13
Croissance continue des prix au mètre carré à Berlin à la location et à l'achat 13
La hausse des prix du foncier ralentit la construction de logements (-2% en 2017) mais fait inversement augmenter la construction de bureaux (+5,5% en 2017) 13
La hausse du prix de l'immobilier et les anciens contrats de location dissuadent les déménagements en Allemagne 13
Déploiement de la 5G en Allemagne 13
Loi d'accélération de la planification : une première mouture présentée à l'industrie 14
DHL et Kühne + Nagel champions mondiaux du fret aérien 14

Numérique / start-ups 14
Hanovre – Points phares du CEBIT 14
Fonds d'investissement Lakestar – levée de fonds estimée à 1 Mds€ en cours 14
Le conseil des Ministres « version digitale » s'est réuni le 27 juin présidé par Angela Merkel 14
Celonis a levé 50 millions de dollars de fonds série B de la part d'Accel et 83North 15

Actualité politique allemande

Le débat politique allemand est actuellement dominé par **les fortes tensions entre les deux partenaires de l'*Union*, la CSU et la CDU**, sur les questions d'accueil des réfugiés et des migrants, fragilisant le contrat de coalition signé par l'Union avec le SPD, même si un accord a été trouvé *in extremis* le 2 juillet entre la chancelière Merkel et le ministre fédéral de l'Intérieur, de la Construction et du *Heimat*, H. Seehofer.

Climat

Le gouvernement fédéral confirme que l'Allemagne n'atteindra pas ses objectifs de réduction des émissions des gaz à effet de serre en 2020

Selon les dernières estimations du gouvernement allemand présentées en conseil des ministres au mois de juin 2018, les émissions de gaz à effet de serre seront réduites en 2020 de **32 % au maximum par rapport à 1990** au lieu des 40 % visés initialement. Les transports constituent le secteur présentant les moins bons résultats.

Résultats du séminaire ministériel franco-allemand de Meseberg

Lors du séminaire ministériel franco-allemand de Meseberg, les gouvernements allemand et français sont convenus de viser la neutralité carbone en 2050 alors que le programme de la coalition Union/SPD n'évoquait que l'échéance de la deuxième moitié du XXIe siècle. Ils ont également décidé de mettre en place un groupe de travail interministériel conjoint sur les questions climatiques européennes et internationales, afin d'accroitre leur coopération dans ce domaine trans-sectoriel et de partager des visions communes en matière de transition énergétique et d'outils à mettre en œuvre pour développer une finance plus durable et des incitations économiques permettant de réaliser ces transitions, y compris en matière de tarification du carbone.

La France et l'Allemagne se sont engagées également à travailler de conserve afin que l'Union européenne puisse réviser son engagement (*Nationally Determined Commitment*) d'ici le début de 2020 afin de tenir compte des réductions d'émissions de gaz à effet de serre supplémentaires permises par les accords sectoriels ou les négociations en cours au niveau européen.

Tarification plancher du CO_2

Svenja SCHULZE, ministre fédérale de l'Environnement, de la Protection de la nature et de la Sûreté nucléaire, s'est prononcée **en faveur d'une tarification plancher du CO_2** à condition qu'elle couvre l'ensemble du spectre (domaines ETS et non ETS). Son collègue Peter ALTMAIER, ministre fédéral de l'Economie et de l'Energie, considère quant à lui que cette mesure ne constitue pas actuellement une priorité.

Energie

Reconversion réussie d'une mine de charbon de la Ruhr

L'exploitation de charbon dans la mine Prosper-Haniel à Bottrop dans le bassin de la Ruhr s'arrêtera en décembre de cette année, mais le site ne devrait pas être abandonné : un projet vise à le reconvertir en installation de stockage d'électricité renouvelable. Le sous-sol de la région contient encore beaucoup de charbon : plus de 50 millions de

tonnes selon les estimations. Au rythme actuel de 2,5 millions de tonnes extraites annuellement, l'activité aurait encore pu être exploitée pendant une vingtaine d'années. Les derniers mineurs remonteront du fond pour la dernière fois le 21 décembre 2018. Toutefois, cette fermeture ne signifie pas la fin de la production d'énergie dans la région. L'Etat de Rhénanie-du-Nord-Westphalie produit le tiers de l'énergie consommée dans le pays, en partie par des mines à ciel ouvert de lignite, mais aussi et de plus en plus grâce aux énergies renouvelables d'origines éolienne et photovoltaïque. Une des solutions de stockage, mais aussi la technologie la plus utilisée dans le monde et la plus éprouvée, est celle des stations de transfert d'énergie par pompage-turbinage (STEP), qui nécessite une grande différence de niveau entre deux réservoirs d'eau. Les 1200 mètres de profondeur de la mine Prosper-Haniel permettaient donc d'y installer une STEP. Un million de mètres cube d'eau pourraient être pompés et turbinés dans les kilomètres de galeries et de puits de la mine. A priori, cette STEP pourrait avoir une **puissance de 250 MW pendant 4 heures** et stocker une quantité d'énergie de 1 GWh.

Allemagne: RWE et Vattenfall indemnisés pour la sortie du nucléaire

Le gouvernement allemand vient d'approuver le projet de loi destiné à encadrer l'indemnisation des énergéticiens RWE et Vattenfall à la suite de sa décision de 2011 de sortir du nucléaire. Se chiffrant à hauteur de plusieurs centaines de millions d'euros, le montant exact de l'indemnisation ne pourra être déterminé qu'une fois toutes les centrales nucléaires du pays fermées, soit en 2022. Le gouvernement allemand met ainsi en œuvre une décision de justice datant de 2016, donnant en partie raison aux producteurs d'énergie qui réclamaient des indemnités pour compenser la sortie accélérée du nucléaire. Si la justice allemande n'a pas exactement chiffré le montant de ces dédommagements, le gouvernement est tenu de trouver un compromis avec les plaignants avant juin 2018. Les plaintes des énergéticiens dataient de 2012.

Virage politique et pragmatisme à la tête de la Fédération des entreprises allemandes de l'énergie et de l'eau (BDEW)

Depuis 2016, la présidence du conseil d'administration du BDEW est assurée par M. Stefan KAPFERER, ancien secrétaire d'État au ministère fédéral de l'économie de Philipp ROESLER (FDP) et de Sigmar GABRIEL (SPD) et ancien secrétaire général adjoint de l'OCDE. M. Stephan KAPFERER est en outre membre de la nouvelle Commission charbon. Auparavant la fonction de président du Conseil d'administration du BDEW avait été occupée par Mme Hildegard Müller (CDU), ancien membre du *Bundestag* et ministre d'État. Mme Müller est désormais membre du directoire de l'énergéticien RWE. Cette année, le congrès du BDEW a élu le nouveau président de son conseil de surveillance, en la personne de Marie-Luise WOLFF. Contrairement à Mme MUELLER ou à M. KAPFERER, tous deux issus de la sphère politique, Marie-Luise WOLFF vient du monde économique. CEO de l'entreprise ENTEGA AG depuis 2013, elle a, jusqu'à présent, effectué l'intégralité de son parcours professionnel au sein de grands groupes, notamment BAYER AG, SONY et E.ON. Avec ce changement de direction pour ses activités de lobbying auprès du monde politique, l'industrie de l'énergie conventionnelle pourrait être davantage proactive pour soutenir la transition énergétique allemande ; **Mme WOLFF, nouvellement élue, s'est d'ailleurs immédiatement prononcée pour une sortie rapide du charbon**.

Sur le BDEW : créée en 2007 de la fusion de quatre associations professionnelles des secteurs de l'énergie et de l'eau, la Fédération des entreprises allemandes de l'énergie et de l'eau (BDEW) compte près de 1800 entreprises membres des industries électriques, gazières et de l'eau, notamment des petits acteurs (distributeurs locaux et régies municipales) qui ensemble, représentent 90% des ventes d'électricité et de gaz, 80% de la production d'eau potable et 60% des eaux usées en Allemagne.

Prévue au contrat de coalition et enfin constituée la commission « charbon » devra rendre ses conclusions d'ici la fin de l'année.

Début juin, après des semaines de pourparlers les membres du gouvernement avaient fini par s'accorder sur les personnalités constituant la commission qui réfléchira à la fin de l'utilisation du charbon en Allemagne. Officiellement baptisée « Commission sur la croissance, les changements structurels et l'emploi », celle-ci s'est réunie pour la première fois le 26 juin dernier. Toutes les sensibilités s'y retrouvent: conservateurs (4), socio-démocrates (2),

environnementalistes (7), ministères (8), *Länder* (6), scientifiques (3), soutiens aux mineurs (2), industriels (2), syndicalistes (3), représentants du patronat (2), dirigeants de régies locales (2). Les membres de la commission devront présenter en octobre 2018 un projet pour l'avenir des régions productrices de charbon. D'ici à la COP 24, ils devront en outre proposer des solutions permettant à l'Allemagne d'atteindre ses objectifs climatiques pour 2020. Le rapport final qui fixera la date de l'arrêt de la production et de la consommation de charbon, est attendu avant la fin de l'année. L'Allemagne n'atteindra pas ses objectifs de décarbonation pour 2020 et devra faire des efforts très importants pour atteindre ceux qu'elle s'est fixée à l'horizon 2030 de diminuer ses émissions de gaz à effet de serre de 55 % par rapport à leur niveau de 1990. Outre les aspects énergétiques, l'équation s'annonce difficile sur le plan social alors que les mines de charbon et de lignite emploient encore 32 000 personnes, notamment dans la Ruhr. Par ailleurs, à titre indicatif, en 2017, le lignite et le charbon ont alimenté 47 gigawatts (GW) de capacités, lesquelles ont fourni 37% de l'électricité consommée en Allemagne.

Les ambitions à la hausse des institutions européennes pour le « *Clean energy package* » rejetées par l'Allemagne

Un dernier rapport de l'Agence internationale pour les énergies renouvelables (IRENA) indique qu'une exploitation plus complète des énergies renouvelables dans l'UE constitue l'un des éléments clés pour atteindre les objectifs de l'accord de Paris. Selon l'IRENA, l'Europe pourrait poursuivre un objectif plus ambitieux de près de 34 % d'énergies renouvelables pour 2030, tout en maintenant les coûts à un niveau abordable.

Néanmoins, le ministre fédéral allemand de l'Economie et de l'Energie, **Peter Altmaier (CDU), a qualifié d'« irréalisable » le nouvel objectif négocié à Bruxelles en faveur de l'augmentation du développement des énergies renouvelables dans le mix européen** à hauteur de 33 ou 35 % d'ici 2030. Cette position défendue par la partie allemande lors du Conseil « Energie » du 11 juin dernier tranche avec les déclarations d'Heiko Maas (SPD), ministre fédéral allemand des Affaires étrangères, lors de l'inauguration du 4ème dialogue sur la transition énergétique (BETD), en avril dernier. Celui-ci avait en effet indiqué que l'Allemagne était déterminée à réaliser les objectifs de développement durable adoptés par l'ONU à l'horizon 2030 ainsi que ceux de l'accord de Paris sur le climat : « si on ne réussit pas à appliquer l'accord de Paris sur le climat et l'agenda 2030 pour le développement durable au nom de la stabilité et la paix, nous entrerons dans une période encore plus incertaine pour la paix et la stabilité qu'aujourd'hui », avait-il mis en garde.

E.on achève la vente d'Uniper à Fortum

L'énergéticien allemand E.on a cédé au Finlandais Fortum la participation de 46% qu'il détenait encore dans son ex-filiale Uniper, opérant des centrales à gaz et au charbon. Avec cette opération, E.on récupère 3,8 Md EUR, qui lui permettront de financer sa transformation et se concentrer sur l'échange d'actifs prévu avec son rival RWE. E.on va donner la priorité à la distribution d'énergie, les réseaux électriques dégageant déjà 65% de ses bénéfices, et à sa commercialisation aux particuliers et entreprises, tandis que RWE va se concentrer sur la production d'énergie, conventionnelle et renouvelable. Pour rappel, l'étape clé de ce projet passe par la cession à E.on d'Innogy, la filiale d'énergies renouvelables de RWE. Une offre publique d'E.on sur les 76,8% d'Innogy détenus par RWE, pour 40 EUR par titre, a été lancée début mai. RWE entrera en contrepartie dans le capital d'E.on à hauteur de 16,67% pour devenir le premier actionnaire de son ancien concurrent.

EnBW (Energie Baden-Württemberg AG)

L'énergéticien allemand EnBW vient de créer une filiale en France, EnBW Energies Renouvelables SAS, destinée à développer des parcs éoliens terrestres visant d'ici à 2020 au moins une centaine de mégawatts installés. Selon la direction d'EnBW, le marché français ferait désormais preuve de « maturité » et resterait un des plus intéressants en Europe. EnBW a également amorcé un développement dans l'éolien en Suède, à Taïwan ou aux Etats-Unis. Le groupe allemand ambitionne d'investir 5 Md EUR d'ici à 2025 dans les énergies renouvelables au niveau mondial pour atteindre une capacité installée de 1 000 MW dans l'éolien terrestre, contre plus de 400 MW actuellement.

Sur EnBW : avec plus de 21 000 employés, EnBW est l'un des plus grands fournisseurs d'énergie en Allemagne et en Europe. Le groupe approvisionne 5,5 M de clients en électricité, gaz et eau, ainsi qu'en solution et services énergétiques.

Industrie/entreprises

Chiffres clés sur les entreprises allemandes actives à l'étranger

Ci-dessous, les principaux éléments d'un sondage réalisé par l'Association allemande des chambres d'industrie et de commerce (DIHK) sur les entreprises allemandes actives à l'étranger (i.e. l'activité est à concevoir dans son acception large : importations et exportations ainsi que filiales à l'étranger, notamment), intitulé « *Going international, expériences et perspectives de l'économie allemande dans le cadre de ses activités à l'étranger* »[1] et publié en avril 2018 (entreprises interrogées en février donc avant les annonces des Etats-Unis sur l'acier et l'aluminum) :

- 25% (+8 points par rapport au même moment l'an dernier) des entreprises actives à l'étranger sont optimistes pour les affaires prévues au cours des 12 mois à venir, principalement en raison de la bonne conjoncture mondiale, de la croissance robuste de la zone euro, mais aussi en Amérique du Nord et en Asie (seulement 10% sont pessimistes) ;

- 40% des entreprises allemandes actives à l'étranger enregistrent en revanche une hausse des barrières commerciales au cours des 12 derniers mois, en particulier celles actives en Russie (les entreprises allemandes qui y sont actives enregistrent une hausse de 62% des barrières commerciales par rapport aux 12 derniers mois), +54% en Afrique du nord-Moyen-Orient, +49% en Turquie et +47% en Chine, sans compter les craintes actuelles liées aux menaces des Etats-Unis relatives à l'acier et à l'aluminium [le solde des entreprises optimistes pour leurs affaires avec les Etats-Unis est de 16% ; il était négatif (-7%) en 2017]; parmi les principales hausses de barrières recensées : (i) exigences de certification locale (les obstacles recensés dans ce domaine ont augmenté de 64%), (ii) exigences en matière de sécurité des produits (+56%), barrières diverses (+27%) et droits de douane (+21%) ;

-**Eurozone** : les entreprises sont relativement optimistes en ce qui concerne leurs affaires intra-eurozone (l'eurozone étant la première destination des exportations allemandes) : près d'un tiers des entreprises concernées attendent y attendent une amélioration de leurs affaires au cours des 12 mois à venir ; seulement 4% sont pessimistes. L'eurozone est d'ailleurs, en termes comparatifs, la région vis-à-vis de laquelle les entreprises allemandes sont les plus optimistes ;

-**France** : la DIHK indique que « la croissance de l'économie française est à nouveau plus forte mais il faudra encore du temps pour que les effets concrets de ces réformes – en particulier celle portant sur la fiscalité et celle relative au marché du travail – produisent tous leurs résultats. D'autres solutions permettant de réduire la dette et de lutter contre le chômage des jeunes sont par ailleurs nécessaires ».

Les dix informations clés des investissements allemands en France en 2017

Selon Business France Allemagne :

- 600 rencontres ont été organisées en 2017 par Business France Allemagne avec des entrepreneurs allemands ;
- **208 projets d'investissements ont été menés par des entreprises allemandes en France** (soit le plus haut total annuel ; +9% par rapport à 2016 et +48% par rapport à 2015), dont 76 accompagnés par Business France ;
- 5 789 nouveaux emplois créés ou en voie de création ;
- La courbe de long-terme des investissements d'entreprises allemandes en France est croissante. Au total, 4500 entreprises allemandes sont implantées à ce jour en France ; celles-ci y emploient 310 000 personnes ;
- Les entreprises allemandes présentes en France proviennent de 12 des 16 *Länder* allemands ; les trois *Länder* d'origine des entreprises allemandes qui investissent le plus en France sont, par ordre décroissant d'importance : (i) le Bade-Wurtemberg, (ii) la Rhénanie-du-Nord-Westphalie et (iii) la Bavière ;
- La plupart des investissements allemands sont le fruit de grands groupes, parmi lesquels Robert Bosch, Würth et Enercon ;

[1] *https://www.dihk.de/themenfelder/international/aussenwirtschaftspolitik-recht/umfragen-und-zahlen/going-international* .

- Les régions françaises dans lesquelles les entreprises allemandes investissent le plus sont, par ordre décroissant d'importance : (i) le Grand Est, (ii) l'Ile-de-France et (iii) l'Auvergne-Rhône-Alpes ;
- Les principaux secteurs dont sont issus les investissements allemands en France sont, par ordre décroissant d'importance: (i) le commerce et la distribution (essentiellement Lidl), (ii) l'industrie automobile et (iii) les machines-outils ;
- Répartition des projets d'investissements selon leur nature, par ordre décroissant d'importance: (i) nouveaux projets (48%), (ii) extensions de projets déjà existants (47%) et (iii) rachats (5%);
- Répartition des projets d'investissements selon leur fonction, par ordre décroissant d'importance: (i) production (27%), (ii) services aux entreprises (23%) et (iii) magasins/points de vente (18%).

Fusion des groupes de gaz industriels Linde et Praxair

L'enquête de la Commission européenne concernant la fusion des groupes de gaz industriel allemand Linde et américain Praxair devrait aboutir à une décision le 4 juillet prochain. Pour l'instant, les actifs qui doivent être cédés devraient être achetés par l'entreprise japonaise Tayio Nippon Sanso en ce qui concerne Linde et par le fond de capital d'investissement Carlyl Group pour les actifs de Praxair. Cette fusion, d'une **valorisation totale espérée à 79 Md USD** par les deux groupes, leur **permettrait de prendre la tête du marché mondial aux dépens du groupe français Air Liquide**. Le directeur de ce dernier affirme qu'à la suite à cette nouvelle fusion et à la précédente fusion d'Airgas et d'Air Liquide, la fusion d'acteurs au sein du marché de gaz industriel atteint ses limites.

Création d'une coentreprise du secteur de l'acier entre Thyssenkrupp et Tata Steel en Europe

L'allemand Thyssenkrupp et l'indien Tata Steel ont finalement signé le samedi 30 juin leur accord définitif pour la création d'une coentreprise sur l'acier en Europe. Cette signature fait suite à des mois de négociations depuis l'accord initial annoncé en septembre 2017. Les deux sociétés espèrent que cette opération leur permettra de résister à la volatilité du secteur de l'acier, marqué par des surcapacités, et pour lequel les Etats-Unis ont mis en place une surtaxe de 10%.

La plus grosse opération dans le secteur depuis le rachat d'Arcelor par Mittal en 2006, crée un nouvel ensemble, qui sera baptisé **Thyssenkrupp Tata Steel** et emploiera **48 000 personnes, pour un chiffre d'affaires combiné de 15 milliards d'euros**. La société commune, dont le siège social sera situé aux Pays-Bas, sera le plus important aciériste européen derrière ArcelorMittal, premier sidérurgiste mondial.

Siemens devrait fournir 94 rames nouvelle génération au métro londonien

Selon *Transport for London*, la filiale Siemens Mobility Limited a remporté le contrat de 1,5 Md GBP (1,7 Md EUR) pour la fabrication de 94 rames nouvelle génération destinées à remplacer l'ensemble des trains de la ligne Piccadilly datant de 1970 afin d'augmenter le nombre de voyageurs sur cette ligne. La construction des trains dont la fin est prévue pour 2023 nécessite la création d'une usine qui devrait être implantée dans le Yorkshire et créer 700 emplois pour la construction et 250 supplémentaires lors des travaux puis environ 1700 postes de salariés dans l'usine. Alstom dont la fusion avec Siemens a été annoncée, avait participé à cet appel d'offres lancée en 2016.

Le BDI précise ses souhaits en matière de réduction de la fiscalité

La fédération patronale allemande industrielle, le BDI, réclame une réforme de la fiscalité des entreprises. A la suite de la diminution des charges fiscales pour les entreprises américaines, **le BDI aspire à limiter les charges fiscales des entreprises allemandes à 25%, afin de rester attractives pour les sièges sociaux**, en particulier des industries chimiques et automobiles, et de maintenir la compétitivité fiscale allemande. En effet, alors qu'aux Etats-Unis, les impôts sur les entreprises s'élèvent à 26% et que la France a programmé une baisse de son taux au cours des prochaines années, l'Allemagne deviendrait le pays industriel avec le plus haut taux d'imposition pour les entreprises. Pour cela, le BDI propose une **diminution progressive de l'impôt sur les sociétés, une prise en compte de la taxe**

commerciale dans l'impôt sur les sociétés et réclame un financement fiscal de la recherche. Le ministre fédéral des finances a réagi de manière plutôt hostile à ces demandes et travaille en coopération avec son homologue français pour mettre en place une base de calcul fiscal harmonisée entre l'Allemagne et la France pour l'Impôt sur les Sociétés, voire éventuellement pour d'autres Etats membres.

BREXIT : Prises de positions des entreprises allemandes

Le groupe aéronautique Airbus a fait part d'incertitudes sur son avenir au Royaume-Uni et devra « r**evoir ses investissements au Royaume-Uni et sa position à long terme dans le pays** » si ce dernier venait à sortir de l'union douanière et du marché unique de l'UE sans un accord préalablement défini sur les relations commerciales futures. Airbus emploie pas moins de 14 000 personnes au Royaume-Uni sur 25 sites et y construit actuellement l'intégralité des ailes de ses avions pour le transport de passagers. Une sortie précipitée du Royaume-Uni sans transition pourrait avoir de lourdes conséquences pour le groupe selon directeur général adjoint d'Airbus Commercial Aircraft, Tom Williams, et devra alors prendre des mesures pour diminuer les risques.

Tout comme le constructeur aéronautique Airbus, le groupe automobile allemand BMW menace de quitter le Royaume-Uni. **BMW y emploie près de 8000 personnes** et produit les marques Mini et Rolls-Royce. Le représentant de BMW, Ian Robertson, a récemment annoncé qu'il est urgent de clarifier la position du pays d'ici à la fin de l'été, à défaut de quoi le groupe sera dans l'obligation de commencer à élaborer un plan d'urgence.

Parmi les 400 000 employés dans des filiales de groupes allemands, près de 100 000 le sont dans le secteur des transports et de la logistique [devant l'automobile (36 000) et l'énergie (25 000), par exemple], qui devrait être durement touchés par le *Brexit*. Certains articles et sondages soulignent toutefois « l'absence d'effets forts » attendue par la majorité des entreprises (90% des entreprises interrogées par l'Institut d'économie de Cologne) et de bénéfices attendus par certaines entreprises (comme DHL par exemple).

Commerce/Etats-Unis

Si l'unité de l'UE est à ce jour maintenue sur le dossier des droits de douane imposés par les Etats-Unis sur l'acier (25%) et sur l'aluminium (10%), l'Allemagne s'interroge sur l'attitude à tenir, surtout depuis le lancement, le 23 mai dernier, d'une enquête du ministère américain du Commerce visant les automobiles, les camions et les pièces détachées, basée, comme pour l'acier et l'aluminium, sur la base de la section 232 du *Trade Expansion Act* de 1962, qui permet de mettre en place des mesures tarifaires unilatérales en cas de menace sur la sécurité nationale. Cette crainte a été renforcée par un tweet du président Trump du 22 juin, via lequel il menace de frapper de droits supplémentaires de 20% les importations de voitures européennes : « *Based on the Tariffs and Trade Barriers long placed on the U.S. and its great companies and workers by the European Union, if these Tariffs and Barriers are not soon broken down and removed, we will be placing a 20% Tariff on all of their cars coming into the U.S. Build them here!* ». Cette menace est une nouveauté à deux égards : (i) le président Trump cible explicitement (et uniquement) l'UE, mais sans l'inscrire dans un calendrier précis, (ii) l'annonce ne fait référence à aucun instrument juridique (y compris la section 232 du *Trade Expansion Act* de 1962).

Le nouvel ambassadeur des Etats-Unis en Allemagne, Richard Grenell, en fonction depuis mai 2018 a, depuis sa prise de poste, rencontré individuellement les constructeurs allemands afin de les convaincre de se positionner pour l'abandon des tarifs douaniers dans le secteur entre l'UE et les Etats-Unis. Les constructeurs soutiendraient cette idée, qui s'inscrirait dans le cadre d'un accord plus large qui couvrirait les biens industriels. Le gouvernement fédéral allemand, tout en ne s'étant à ce stade pas formellement prononcé sur cette initiative, a toutefois précisé qu'aucune discussion n'est menée à ce sujet entre l'UE et les Etats-Unis.

Négociations syndicales autour du rachat d'Opel par PSA

Pour réduire ses effectifs, Opel propose un plan de départs volontaires reposant principalement sur des retraites anticipées et partielles (le syndicat IG Metall a annoncé le chiffre de 3700 départs). Le conseil d'administration d'Opel est toutefois allé plus loin en demandant aux employés de renoncer aux 4,3% d'augmentation négociés par les

partenaires sociaux IG Metall et Gesamtmetall au niveau de la branche, en février 2018. Il a enfin lancé un second plan de départs volontaires, contre indemnisation, à l'attention de plus jeunes employés (estimé à plusieurs millions d'euros). La mise en place d'une instance de conciliation avec le conseil d'entreprise et IG Metall n'a pas permis d'éviter les tensions avec ce dernier. Fin mai 2018, des concertations en cellule de conciliation ont finalement abouti à (i) la validation des quelques 400 départs indemnisés par le conseil d'entreprise en échange de l'arrêt quasi-total du plan de départs indemnisés, (ii) la renonciation à toute augmentation des salaires avant 2020, (iii) l'engagement formel de PSA à ne pas licencier pour raisons économiques avant 2023 et à investir en particulier dans l'usine d'Eisenach (environ 1800 employés, et où elle produira dès 2019 le nouveau modèle Grandland X).

Daimler va produire sa Mercedes EQ dans son usine Smart en Lorraine

Afin d'assurer la pleine exploitation de son usine Smart en Lorraine, Daimler a annoncé y produire sous peu sa nouvelle Mercedes compacte EQ. L'usine de Hambach produit déjà depuis 2012 une smart électrique, destinée à terme à remplacer les modèles thermiques de la marque. L'annonce du groupe intervient alors que les négociations salariales initiées en 2015 sur le temps de travail se sont soldées par des accords conventionnels au cas par cas dans le cadre d'un programme « Pacte 2020 » dont l'entreprise s'est montrée satisfaite. Cette usine, inaugurée en 1997 par Jacques Chirac et Helmut Kohl, fait figure d'exemple de coopération franco-allemande dans le domaine industriel.

Etude ELAB : l'électromobilité pourrait réduire le nombre d'emplois par deux en Allemagne

L'étude ELAB de l'Institut Fraunhofer, particulièrement réputé en Allemagne dans le domaine de la recherche appliquée, estime à partir de données de l'industrie (provenant notamment de Daimler, VW et BMW mais aussi d'équipementiers comme Bosch) que **le nombre d'emplois pourrait être réduit de moitié (soit 110 000 emplois en moins) dans le domaine de la construction automobile** si le véhicule électrique devenait le modèle dominant. L'étude repose sur l'hypothèse d'un marché 80% électrique en 2030 mais propose également d'autres cas de figure aboutissant toutefois tous à une forte baisse de l'emploi dans le secteur. Parmi les principales causes mises en avant : la chaîne de valeur pour la production d'une voiture électrique, reposant sur moins de composants, moins d'expertise et requérant donc moins de temps et de main d'œuvre pour l'assemblage que les voitures thermiques. Commandée par le syndicat allemand IG Metall, l'étude conclut donc à la nécessité d'une action politique rapide pour accompagner ce changement structurel.

La Commission européenne ouvre une enquête approfondie sur le projet d'acquisition de l'activité nylon de Solvay par BASF

Le groupe allemand BASF, en rachetant toute l'activité nylon du groupe belge qui s'étend sur toute la chaîne de production, de l'ADN aux fibres en passant par les composés, formerait une entité qui disposerait d'une part considérable des capacités de production à tous les niveaux de la chaîne de valeur et rendrait dépendant certains de ses concurrents. C'est pourquoi les services européens à la concurrence ont ouvert une enquête approfondie afin d'évaluer si ce projet d'acquisition pourrait mener à une hausse des prix ou à une diminution du choix pour les entreprises fabricant des composés ou des fibres de nylon et donc pour le consommateur. La décision doit être rendue d'ici le 31 octobre 2018.

Explosion du marché des Dashcams attendue en Allemagne

Suite à un jugement de la Cour fédérale constitutionnelle, considérant que les images filmées lors d'accidents grâce à des caméras fixées sur les véhicules constituent une preuve, un boom du marché des Dashcams est attendu dans le pays (seulement 50 000 caméras vendues en 2017). Ce nouveau marché est particulièrement scruté par les producteurs de GPS, qui voient leur chiffre d'affaires diminuer avec l'usage croissant des applications smartphone.

Faillite de P&R, société d'investissement dans les conteneurs

Début 2018, les filiales de P&R ont consécutivement déposé le bilan, faisant ainsi apparaître un décalage massif entre le nombre de conteneurs déclarés et ceux existants. L'enquête vise à désigner les responsables et devrait durer plusieurs années. Elle permet à ce stade d'estimer qu'il manque 1 million de containers sur les 1,6 millions vendus. Environ 54 000 investisseurs ont investi 3,5 Md EUR dans les diverses sociétés allemandes de P&R. La presse avance que l'entreprise aurait misé sur un système « boule de neige » permettant de rémunérer les anciens investisseurs grâce aux investissements entrants.

Le fabricant chinois de batteries CATL devrait construire une usine en Thuringe

Le contrat devrait être signé lors de consultations gouvernementales sino-allemandes début juillet. Décidé à implanter une usine de fabrication de batteries sur le sol allemand, le chef de la chancellerie fédérale Helge Braun avait déjà rencontré le PDG de Catl début Mai. Ce projet devrait se chiffrer à plusieurs milliards d'euros, bénéficier de financements publics allemands et d'un accès à l'infrastructure de recherche.

Transports et infrastructures

Routier

Affaire diesel : Daimler devra rappeler de nombreux véhicules

Daimler, qui s'était toujours défendu de manipuler les systèmes de filtration de ses véhicules, va devoir en rappeler 238 000 en Allemagne. 774 000 véhicules sont concernés en Europe. Le VUL Vito, dont il a d'abord été question, n'est plus le seul modèle concerné : la Classe C et le tout-terrain GLC le sont également. La marque française Renault, qui fournit des moteurs du modèle Vito, a déclaré que seul l'acheteur était responsable des réglages logiciel du système de filtration.

Affaire diesel : mise en détention provisoire du PDG d'Audi

Dans le cadre du scandale des moteurs diesel truqués, le parquet de Munich a placé le PDG d'Audi en détention provisoire pour fraude et risque de dissimulation de preuves. Début juin, l'office fédéral allemand pour la circulation des véhicules à moteur (*Kraftfahrzeugbundesamt* – KBA) a fait rappeler 60 000 Audi A6 et A7 du marché européen pour cause de logiciel illicite faussant les niveaux d'émission de gaz polluants. Dans cette affaire, Rupert Stadler est soupçonné de dissimulation de preuves suite à des fouilles à son domicile ce qui a conduit à sa mise en détention provisoire. Les fouilles à son domicile se poursuivent ainsi que chez un membre du directoire et à l'usine de la marque à Ingolstadt, visant au total vingt personnes soupçonnées d'être impliquées dans cette affaire. Bram Shot, directeur des ventes du groupe, a repris la fonction en intérim.

Affaire diesel : VW paie une amende d'1 Md€ en Allemagne

Après avoir été déjà condamné aux Etats-Unis, le constructeur doit cette fois s'acquitter 1 Md€ en Allemagne pour la manipulation de ses systèmes de filtration. Volkswagen a déclaré prendre ses responsabilités et ne pas vouloir faire appel de cette décision du Parquet de Brunswick (Basse-Saxe). Le nouveau PDG du groupe, Herbert Diess, a déclaré en juin devant les actionnaires du groupe que la culture d'entreprise allait changer.

Hambourg est la 1ère ville à prononcer des interdictions de circuler pour les véhicules diesel

Le 31 mai 2018, Hambourg a été la **première ville allemande à mettre en place des interdictions de circuler pour les véhicules diesel norme euro 5 comprise sur deux tronçons routiers**. Aucune autre ville n'a pour l'instant suivi cet exemple, mais de vives critiques se sont toutefois faites entendre de la part d'associations d'automobilistes et de protection de l'environnement pour dénoncer l'inaction du gouvernement sur ce sujet (sur le rééquipement obligatoire des véhicules diesel ou sur la mise en place d'une vignette bleue pour ces dernier par exemple). La ville de Hambourg a été également la cible de vives critiques dénonçant une décision politique et symbolique, en particulier au regard de la pollution beaucoup plus forte générée par l'activité portuaire, faisant l'objet de règles environnementales beaucoup plus souples.

Entrée en vigueur des nouveaux péages poids lourds au 1er juillet

A partir du 1er juillet 2018, **toutes les routes nationales** seront en Allemagne également soumises aux péages poids lourds dès 7,5t. Des revenus de 7,2 Md EUR par an doivent ainsi être générés, soit **2,5 Md EUR de plus que les années précédentes**, et seront directement investis dans l'entretien du réseau routier allemand. Les poids lourds électriques sont exemptés de péage. De nouveaux taux, plus élevés, devraient par ailleurs entrer en vigueur dès 2019, afin de taxer davantage les véhicules lourds ou bruyants par exemple.

Nationalisation temporaire de la société de péages Toll Collect

La société de péage Toll collect (constituée de Daimler, Deutsche Telekom et de l'entreprise française Cofiroute), chargée de gérer les péages pour camions sur le territoire allemand, sera nationalisée de mai 2018 à mars 2019 et s'acquittera de 3,2 Md€ de dédommagements. L'entreprise est en conflit depuis 2005 avec l'Etat fédéral, au sujet des pertes que celui-ci a subies entre 2003 et 2005 alors que, contrairement à l'accord passé avec Toll Collect, la société n'avait pas encore été en mesure de prélever le péage durant les deux premières années (l'Etat fédéral exigeait un dédommagement à hauteur de 9 Md€, intérêts compris). Ce compromis à l'amiable a été favorisé par Andreas Scheuer, ministre fédéral des Transports et des Infrastructures numériques. La menace d'une sanction avait mis le consortium dans une situation délicate, décourageant de potentiels nouveaux actionnaires alors que le contrat avec l'Etat arrive à échéance en août 2018.

Aviation

En Allemagne, le train ne constitue toujours pas une alternative convaincante à l'avion

L'enquête 2018 menée par la Fédération des aéroports allemands (*Arbeitgemeinschaft deutscher Verkehrsflughafen – ADV*) montre que la popularité de ce moyen de transport est dû avant tout au manque d'alternatives au sol : seulement 10% des sondés déclarent envisager un moyen de transport alternatif. La cause principale en est la durée du vol, déterminante pour 43% des sondés. Bien qu'orientés, ces chiffres illustrent l'incapacité du rail allemand à entrer à compétition avec l'aviation civile pour cause de lenteur du trafic. La ligne Berlin-Munich constitue à cet égard un contre-exemple : depuis qu'une liaison en 4h existe, le trafic aérien sur cet itinéraire a drastiquement diminué.

Airbus ouvre une nouvelle chaîne de montage à Hambourg

Le groupe a ouvert en juin sa quatrième ligne de montage pour le modèle A320 à Hambourg. Après 25 ans d'assemblage dans le nord de l'Allemagne, Airbus compte ainsi passer d'une capacité de 50 à 60 modèles A320 par mois.

Lancement de la construction d'un second terminal pour l'aéroport BER

Alors que les travaux du premier terminal du nouvel aéroport BER, qui devait initialement ouvrir en 2011, ne devraient aboutir qu'à l'automne 2020, un appel d'offres pour un second terminal sera lancé cet été. Celui-ci sera d'architecture beaucoup moins ambitieuse mais destiné à augmenter les capacités annuelles de l'aéroport de 6 M de passagers, soit 40 M de passagers au total (en incluant l'actuel aéroport de Schönefeld, situé au même endroit, qui restera ouvert jusqu'en 2025). Afin d'éviter de nouveaux déboires, le chantier sera confié à un entrepreneur principal. Il devrait être livré pour l'ouverture de l'aéroport.

Ferroviaire

Investissements records dans l'infrastructure pour la Deutsche Bahn en 2018

D'ici à la fin de l'année 2018, la Deutsche Bahn (DB) prévoit d'investir au total 9,3 Md EUR dans l'infrastructure. 5,5 Md EUR seront dédiés à la rénovation de 1600 km de voies, de 220 ponts et de 1700 aiguillages. 2,6 Md EUR seront consacrés à quarante projets de construction ou d'extension et 1,2 Md EUR iront directement dans la rénovation de gares. Afin d'atteindre l'objectif de 280 millions de passagers transportés par an à l'horizon 2030 (soit le double du nombre actuel), la DB a également passé commande pour 18 nouveaux trains à grande vitesse ICE.

Forte augmentation des pannes et retards à la Deutsche Bahn en 2017

Il ressort d'une question du groupe parlementaire des Verts au *Bundestag* au gouvernement que les pannes et retards ont augmenté en 2017, passant de 120 000 en 2016 à 140 000 en 2017.

Le Ministre fédéral des transports annonce l' « Alliance pour le futur du rail »

Andreas Scheuer a annoncé début juin la mise en place d'une coalition d'acteur nommée *Zukunftsbündnis Schiene* (ou Alliance pour le futur du rail) présidée par le chargé du gouvernement pour le transport ferroviaire Enak Ferlemann. Conformément au contrat de coalition, l'objectif est de doubler le nombre de passagers d'ici à 2030 (soit 280 millions de passagers) et d'augmenter significativement le fret ferroviaire. A cette fin, le ministre a fixé différents objectifs que l'alliance sera chargée d'atteindre : ponctualité et régularité, amélioration de l'infrastructure (en particulier électrification du réseau), augmentation de la compétitivité et numérisation du rail en sont les principaux piliers.

Sigmar Gabriel devrait siéger au conseil de surveillance d'Alstom-Siemens

L'ancien ministre fédéral des Affaires étrangères ainsi que de l'Economie et de l'Energie a informé le gouvernement de son intention de siéger au conseil de surveillance du futur groupe franco-allemand une fois que la fusion aura été validée par les autorités de la concurrence et que la période réglementaire d'un an après le terme de son mandat sera écoulée. La fusion pourrait par ailleurs n'avoir lieu qu'au premier semestre 2019 en raison de travaux préparatoires et de pré-notification plus longs que prévus.

Flixtrain élargit son offre ferroviaire

La filiale Ferroviaire du géant allemand de l'autobus Flixbus double son offre de train entre Berlin et Stuttgart et entre Cologne et Hambourg. L'entreprise compte dépasser largement son objectif de 500 000 passagers den 2018 avec un taux de remplissage des trains de plus de 70%, soit plus que ceux de l'ICE et de l'Intercity de la Deutsche Bahn.

Environnement

La Commission européenne poursuit devant la Cour de justice de l'UE l'Allemagne et cinq autres Etats membres pour la mauvaise qualité de l'air dans les villes

Dans une douzaine de villes allemandes, les normes autorisées de dioxyde d'azote sont dépassées en raison des émissions des véhicules diesel. La Commission européenne a de ce fait décidé de poursuivre devant la Cour de justice de l'UE l'Allemagne, mais aussi la France, la Hongrie, l'Italie, le Royaume-Uni et la Roumanie. Le gouvernement fédéral allemand se refuse toujours à prendre des mesures nationales de type « vignette bleue » laissant le soin aux autorités locales (communes notamment) d'interdire dans certains secteurs la circulation de certains véhicules diesel par exemple.

Infrastructures et immobilier

L'allocation familiale de construction, mise en œuvre dès août, ne fait pas l'unanimité

L'une des mesures phares concernant les nouvelles dépenses prévues par le contrat de coalition, l'allocation familiale de construction, sera mise en place en août 2018 avec effet rétroactif au 1er janvier**. 400 M EUR ont été budgétés** à cet effet pour 2018. D'un montant de **12 000 EUR par enfant**, elle est destinée **à faciliter l'accès de quelque 200 000 familles à la propriété** et ne devrait pas se limiter à la construction, mais comprendre également l'immobilier existant. Le gouvernement fédéral s'est par ailleurs engagé à subventionner la construction de logements sociaux dans les *Länder* à hauteur de 2 Md EUR sur quatre ans. L'objectif final reste de construire 1,5 millions de logements sous la législature actuelle.

L'allocation familiale de construction ne fait toutefois pas l'unanimité et de nombreux économistes critiquent une mesure qui poussera encore vers le haut les prix de l'immobilier. L'Institut de l'économie allemande (*Institut der deutschen Wirtschaft*) estime ainsi que cette mesure bénéficiera à des couples déjà aisés, poussant ainsi *in fine* les

promoteurs à accroître leurs marges. Il propose qu'une telle mesure s'applique plutôt aux frais accessoires (notaire, agence immobilière, etc.) ou encore que la taxe sur les mutations immobilières soit révisée à l'image du système britannique, qui prévoit un abattement de base en fonction du prix au mètre carré du logement, afin de taxer en priorité les logements luxueux. De même, l'Etat pourrait se porter caution de certaines crédits destinés à l'acquisition de logements.

Le *Senat* (gouvernement) de Berlin propose de réviser la loi sur l'encadrement des loyers

Tandis que la **loi sur l'encadrement des loyers** (*Mietpreisbremse*), entrée en vigueur en 2015, va faire l'objet d'un contrôle de constitutionnalité pour cause d'inégalité de traitement entre bailleurs, le *Senat* (gouvernement) de Berlin propose au contraire de la renforcer. En effet, les nombreuses exceptions qu'elle prévoit en font un instrument réputé inefficace. Actuellement, la modernisation du logement ou son ameublement permettent d'échapper à la règle générale et les bailleurs ayant déjà pratiqué des prix trop élevés avant la mise en place du dispositif ne sont pas concernés. La proposition du *Senat* de Berlin au *Bundesrat* (sénat allemand) vise justement à pallier ces faiblesses et à prolonger l'instrument qui doit arriver à échéance en 2020.

Croissance continue des prix au mètre carré à Berlin à la location et à l'achat

Le prix au mètre carré à la location se situe aux alentours de 10,3 EUR/m² en moyenne à Berlin (1 EUR de plus qu'en 2016) et seul un appartement sur dix à Berlin présente un loyer net en dessous de 7 EUR/m². Tout juste 3% des loyers se situent en dessous de 6 EUR/m². Enfin, pour devenir propriétaire à Berlin, il faut compter en 2017 en moyenne 435 000 EUR pour une maison individuelle ou un duplex (terrain inclus), soit **16% de plus qu'en 2016**.

La hausse des prix du foncier ralentit la construction de logements (-2% en 2017) mais fait inversement augmenter la construction de bureaux (+5,5% en 2017)

Ce constat de la hausse du marché de l'immobilier s'applique essentiellement dans les sept plus grandes villes d'Allemagne que sont Berlin, Hambourg, Munich, Francfort, Cologne, Düsseldorf et Stuttgart, et beaucoup moins dans les autres régions de l'Allemagne. Dans ce contexte, il est difficile de trouver des entreprises de construction en mesure de réaliser les projets planifiés, compte tenu de la longue durée de leurs procédures de validation et du traitement des demandes de permis de construire.

La hausse du prix de l'immobilier et les anciens contrats de location dissuadent les déménagements en Allemagne

En 2016, seulement 9% des Allemands ont déménagé à l'intérieur ou en dehors de leur ville. **Cette hausse du marché immobilier dissuade les Allemands de changer de logement, ces derniers préférant garder leur ancien contrat de location en moyenne moins cher que les nouveaux contrats**. La population allemande déménage principalement pour des raisons familiales (56%) ou professionnelles (49%).

Déploiement de la 5G en Allemagne

Le gouvernement fédéral allemand s'est fixé pour objectif de devenir l'un des *leaders* de la technologie 5G. Pour ce faire, la stratégie 5G publiée en juillet 2017 prévoit que l'Agence allemande des réseaux mette dès 2018 les fréquences en dessous de 5 GHz (2GHz et une grande partie de la bande 3,6 GHz) à disposition des opérateurs intéressés, par le biais d'un système d'enchères. Ces enchères doivent désormais être lancées début 2019. Les fréquences dédiées à la 5G au-delà de 26 GHz (vraisemblablement entre 26,5 et 27,5 GHz) seront identifiées rapidement de manière à permettre les premiers déploiements en 2020. Le contrat de coalition prévoit par ailleurs que l'attribution de fréquences soit conditionnée à des impératifs de couverture réseau. **Les revenus générés par ces attributions, estimés entre 10 et 12 Md EUR**, alimenteront un fond pour le développement de l'infrastructure numérique destiné au développement de l'internet haut débit en zone rurale. Le déploiement de la fibre en dehors des grandes améliorations prend cependant un retard considérable par rapport aux prévisions initiales, en particulier compte tenu de la faible propension à payer un surprix de la part des consommateurs ciblés.

Loi d'accélération de la planification : une première mouture présentée à l'industrie

Le gouvernement fédéral allemand vient de présenter une première mouture de sa loi d'accélération de la planification aux fédérations d'acteurs économiques et des transports. Ces derniers la saluent, alors que des voix critiques se font entendre, en particulier au sein de l'aile gauche du *Bundestag*, qui y voit un déficit démocratique prégnant. Le projet de loi repose sur un programme en douze points conçu par le ministère des transports, qui prévoient notamment **d'éviter le recours à des consultations citoyennes dans certains cas, d'autoriser des travaux préparatoires avant l'obtention d'un permis de construire, de favoriser la planification de tronçons (rail et autoroute notamment) directement par des textes de loi ainsi que la réintroduction du règlement allemand sur la forclusion**. Ce dernier permettait de limiter dans le temps la recevabilité des réclamations relatives à un projet de chantier et d'accroître ainsi la sécurité juridique pour les parties prenantes. Ce règlement a été cassé en 2015 par la Cour de justice de l'UE pour des motifs environnementaux.

DHL et Kühne + Nagel champions mondiaux du fret aérien

Avec 2248 milliers de tonnes transportées en 2017, soit 8,1% de plus que l'année précédente, DHL supply chain & forwarding reste leader mondial du fret aérien. Il est toutefois rapidement rattrapé par le suisse Kühne + Nagel avec 1570 milliers de tonnes, soit 20,4% de plus que l'année précédente. Les entreprises allemandes Hellman Worlwide Logistics et Dachser occupent respectivement les 8ème (654 milliers de tonnes) et 16ème (336 milliers de tonnes) places.

Numérique / start-ups

Hanovre – Points phares du CEBIT

Le CEBIT, salon des technologies, de l'informatique et de la bureautique, s'est déroulé à Hanovre du 11 au 15 juin exposant des exemples de la digitalisation de l'économie et de la société à travers de nombreuses applications de l'intelligence artificielle et des block chain à la sécurité, aux services robotisés, à la mobilité ou encore aux partages de données. Cette année, les speakers ont mis l'accent sur les cyberattaques et la nécessité de sécuriser les données. Les expositions phares du salon ont été le robot AMAR-6 de l'institut de technologie de Karlsruhe qui a démontré la possibilité de collaboration Homme-robot en toute sécurité en milieu industriel, la technologie 5G mais surtout le « Sedric Active » de Volkswagen, appareil totalement autonome permettant à l'utilisateur d'avoir une autre occupation tout en se déplaçant.

Fonds d'investissement Lakestar – levée de fonds estimée à 1 Md € en cours

Les fonds d'investissement capital-risque Lakestar dirigés par Klaus Hommels prévoient de collecter 1 Md EUR pour leur nouveau *« Tech-Fonds »* dont 800 M€ seraient investis dans des entreprises spécialisées dans le numérique et 200 M€ dans des jeunes startups, d'après le média allemand *Gründerszene*. Lakestar, connu pour avoir fait émerger de très grandes entreprises avec une très grande valorisation comme le géant de la musique *Spotify*, bénéficie d'une excellente réputation sur la place allemande. En levant le plus gros fond capital-risque en Europe, Lakestar basé à Zurich et disposant de bureaux à Berlin, Londres, New-York et Hong Kong deviendrait alors l'un des fonds capital-risque les plus influents d'Europe. Cela permettrait également aux startups européennes qui souvent doivent se tourner vers des fonds anglo-saxons d'avoir davantage accès à des fonds européens pour les plus grosses levées de fonds.

Le Conseil des ministres « version digitale » s'est réuni le 27 juin présidé par Angela Merkel

Un conseil des Ministres version digitale a été mis en place par la chancelière afin de décider d'une stratégie concernant les thèmes des technologies digitales avant de la fin de l'année. Ce conseil des Ministres composé de tous les ministres du gouvernement permet à chacun d'acquérir une compétence numérique au sein de son domaine d'action. La stratégie numérique reste floue mais les premiers projets devraient être la mise en place d'une stratégie concernant l'intelligence artificielle et le travail numérique. Cette stratégie sera présentée au sommet numérique de cette année, en décembre à Nuremberg. Même si, selon Helge Braun, Ministre de la chancellerie fédérale, un conseil

des Ministres sur le thème du digital est une meilleure option qu'un Ministère dédié au digital, le manque de plan et d'agenda ainsi que le nombre de Ministères sur lesquels le sujet repose restent critiqués.

Celonis a levé 50 millions de dollars de fonds série B de la part d'Accel et 83North

La startup d'origine munichoise qui aujourd'hui se développe aux Etats-Unis avec un siège à New-York, a obtenu le 26 juin 2018, **50 millions de dollars d'Accel et de 83North**. En effet, cette entreprise créée en 2011 est leader de la technologie de ***process mining*** consistant en une analyse des processus de l'entreprise à partir des données tracées par les systèmes d'Information, dans une démarche d'amélioration continue. De plus, le groupe note une croissance de 5000% en quatre ans et de 300% au cours de l'année passée. Celonis compte comme client des groupes tels que Siemens, Vodafone, Uber ou Merck. Les fonds obtenus devraient être utilisés pour embaucher, s'étendre aux Etats-Unis et investir en R&D.